

Le 20 juillet 1994  
19063/N

USAGE STRICTEMENT NATIONAL

FICHE PARTICULIERE

RWANDA

LE FPR ET LA REALITE DU POUVOIR

Face aux hésitations du Premier ministre, M. Twagiramungu et à la faiblesse de l'opposition rwandaise, le Front Patriotique Rwandais (FPR) va être tenté de conforter ses positions. Toutefois, la nature de la vie politique rwandaise risque de surprendre des personnalités peu habituées à la réalité du pouvoir.

L'atonie des partis d'opposition rwandais va sans doute amener le FPR à mettre en avant les Hutu du mouvement, comme c'est déjà le cas avec M. Pasteur Bizimungu, nommé à la présidence pour cinq ans, mais aussi M. Seth Sendashonga (1). Ces personnalités ont fait, jadis, des choix courageux, sont généralement des technocrates expérimentés, mais n'ont pas l'expérience de la politique rwandaise.

Selon un spécialiste de la région des Grands Lacs, la structure et la nature du FPR témoignent d'une certaine inadaptation à la réalité intérieure rwandaise. En règle générale, les cadres du Front connaissent mal le Rwanda profond et ont tendance à privilégier des schémas idéologiques rationnels, fruits d'une dialectique révolutionnaire. Les responsables du Front demeurent persuadés "qu'une politique juste, réalisée dans l'intérêt des masses populaires", suffira pour emporter rapidement l'adhésion de la population.

Le FPR est dirigé par une vingtaine de personnes, originaires d'Ouganda et, dans une moindre mesure, du Burundi. Le FPR compte peu de dirigeants issus de l'intérieur du Rwanda et ceux-ci sont plutôt des fonctionnaires que des hommes politiques. Les décisions politiques importantes du général Kagame sont généralement précédées par la consultation des personnalités suivantes :

ARCHIVES  
NATIONALES

- Patrick Mazimpaka, un géologue tutsi, ancien négociateur des accords d'Arusha,
- Pasteur Bizimungu, un ancien haut fonctionnaire hutu du régime du défunt président Habyarimana, diplômé de l'université de Strasbourg. Après avoir été placé à la tête d'Electrogaz par le chef de l'Etat, M. Bizimungu a démissionné et rompu toute attache avec le régime. Il s'était, en effet, vu interdire toute réforme visant à éliminer la corruption dans l'entreprise,
- Théogène Rudasingwa, Tutsi, secrétaire-général du FPR, docteur en médecine, reconverti dans les affaires militaires. Proche de Paul Kagame, il vient d'Ouganda et a un discours très idéologique et "anti-impérialiste",
- Seth Sendashonga, ancien haut fonctionnaire hutu, opposant au régime, en exil depuis 1980. Il a fait une grande partie de sa carrière aux Nations Unies (PNUD). Il a signé, en 1990, le manifeste des 33, qui marquait le début du multipartisme. Il fait davantage figure de théoricien que de praticien.

.../...

(1) Nommé ministre de l'Intérieur et du Développement communal, le 19 juillet 1994.



- le colonel Franck Mugambage, Tutsi, originaire de Butare, élevé en Ouganda, qui seruit partisan d'une politique de réconciliation avec les Hutu. Il est le principal artisan du maintien de la discipline dans les rangs du FPR. Par ailleurs, il s'est fait remarquer en tentant, lors de la bataille de Kigali, de négocier avec le général Marcel Gatsinzi, pour procéder à l'évacuation des civils et pour amener une partie des FAR à rejoindre les modérés. Sa famille a pourtant été entièrement éliminée.

Le faible nombre d'opposants hutu modérés (1) amènera sans doute le gouvernement et le FPR à faire appel à des fonctionnaires du Mouvement Républicain National pour la Démocratie (MRND), ancien parti présidentiel. Or, la victoire étant désormais consommée, le FPR assiste aujourd'hui au retour de traditionnalistes et de néo-monarchistes, principalement issus du Burundi, qui jugent la politique de réconciliation nationale de Paul Kagame comme tout à fait utopique au vu des récents événements. Ces fervents soutiens de la cause Tutsi sont partisans d'une ligne dure et tentent de nouer des alliances avec les militaires burundais qu'ils connaissent bien.



(1) En particulier, M. Marc Rugenera, qui vient d'être nommé, le 19 juillet 1994, ministre des Finances dans le nouveau gouvernement rwandais d'unité nationale, mais également, M. Charles Ntakirutika, nommé ministre de l'Energie et des Travaux publics..